

Madame BIEN  
VPK- ROYE  
Route de Villers  
80760 ROYE  
Amiens, le 23 mars 2022

Affaire suivie par : Lætitia  
CRETON

Téléphone : 03.22.22.41.20

Réf :  
LRAR : N°

**Objet:** demande de dispense – système de désenfumage

## **DECISION**

Le Directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de la Somme, par délégation,

Vu l'arrêté n°2021- T-S-02 daté du 15 Juin 2021, portant délégation de signature de monsieur Patrick OLIVIER, directeur régional de l'économie, du travail, de l'emploi et des solidarités des Hauts-de-France, dans le cadre des compétences propres déterminées par des dispositions spécifiques du code du Travail, du code rural, et de la pêche maritime, à monsieur Daniel RAMELET,

Vu les articles L. 141-1 et L141-2 du Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu les articles R. 4216-1 à R. 4216-32 du Code du travail,

Vu le courrier reçu en date du 24 janvier 2022, par lequel madame Bien, responsable des ressources Humaines de la société VPK, sise route de Villers à Roye ( 80760), sollicite une dispense d'application d'une partie des dispositions du Chapitre VI, Titre I, Livre II de la Quatrième partie du Code du travail relatives aux obligations du maître d'ouvrage en matière de désenfumage, dans le cadre d'une demande d'autorisation environnementale déposée auprès de la DREAL,

Vu l'avis de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité (CCDSA) confié au SDIS de la Somme, en date du 22 Mars 2022,

Vu l'avis de l'inspectrice du travail en date du 21 février 2022,

Considérant que le demandeur sollicite une dispense de l'application des dispositions de l'article R.4216-13 du code du travail, en vue de déroger à l'obligation de mettre en place un dispositif de désenfumage, dans l'atelier de stockage des produits finis, contenant des cartons ondulés,

Considérant que cette demande s'inscrit dans le cadre d'une demande d'autorisation environnementale auprès de la DREAL ; que la toiture de l'atelier destiné aux produits finis et composée de fibro ciment est dépourvue de système de désenfumage et que des travaux ultérieurs de réfection de la toiture sont prévus d'après le demandeur,

Considérant l'avis favorable du Comité Economique et Social, en date du 22 février 2022,

Considérant les mesures jugées compensatoires, exposées lors de la visite de l'Inspectrice du travail,

Considérant que, d'après l'avis du SDIS de la Somme , il y a lieu d'évaluer l'impact de l'absence d'un système de désenfumage sur l'évacuation des salariés notamment par une étude d'ingénierie du désenfumage permettant de s'assurer que, en cas d'incendie, les conditions d'évacuation acceptables sont maintenues dans ledit atelier, le temps de l'évacuation générale de ce dernier ; qu'à défaut d'une telle étude, aucun élément ne permet de garantir l'évacuation sûre et rapide des employés dans un milieu enfumé ;

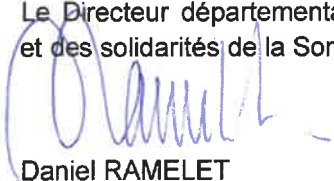
## DECIDE

**Article 1<sup>er</sup>** : La demande de dispense présentée par madame Bien, responsable des ressources humaines de la société VPK, sise route de Villers à Roye (80760), au titre de l'article R. 4216-32 du Code du travail, est **refusée**.

Amiens le 23 Mars 2022

Pour le Directeur régional de la DREETS des  
Hauts de France et par délégation,

Le Directeur départemental de l'emploi, du travail  
et des solidarités de la Somme



Daniel RAMELET

### Voies de recours :

En cas de contestation, la présente décision peut faire l'objet dans un délai de deux mois suivant la date de sa notification (joindre alors la décision contestée) :

- D'un recours hiérarchique devant le ministre chargé du travail  
Ministère du Travail de l'emploi et de l'insertion - Direction Générale du Travail  
SAT – Bureau DASC 2  
39-43 quai André Citroën  
75902 Paris CEDEX 15
- D'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens- 14 Rue Lemerchier, 80000 Amiens. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérecours citoyen » accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)